

coalition climat Rouen

COALITION CLIMAT ROUEN

La Coalition Climat Rouen est un collectif qui regroupe 26 associations et syndicats qui se retrouvent autour de la lutte contre le changement climatique. De l'avis de tous les experts, cette évolution du climat est liée très étroitement à l'activité humaine et va entraîner des conséquences dramatiques. Voilà pourquoi **nous estimons que toutes les politiques publiques doivent maintenant prendre en compte le climat.** L'agriculture est à la fois victime et responsable (19 % des émissions en France des gaz à effet de serre, sans compter l'énergie grise liée à la mécanisation et sans compter les émissions indirectes comme celles des importations de soja qui encourage la déforestation).

Contact :

coalitionclimatrouen@ecomail.fr

CAHIER D'ACTEUR

Coalition Climat Rouen

42 % des gaz à effet de serre (GES) qui proviennent de l'agriculture sont du protoxyde d'azote N₂O. Ce gaz est le produit d'une recombinaison dans le sol à partir de l'azote minéral, il est 290 fois plus GES que le CO₂ et sa durée de vie est de plus de 100 ans. De plus, il détruit la couche d'ozone. La fabrication de l'azote de synthèse consomme énormément d'énergie (1,7 Kg d'équivalent pétrole pour un Kg d'azote, cette production de GES est attribuée à l'industrie). Les émissions de protoxyde d'azote sont en partie dues à la surfertilisation chronique qu'aucune des directives nitrate n'a freinée... Cette surfertilisation se fait en pure perte, elle est estimée au quart de ce qui est épandu. **La Coalition Climat estime que le droit aux subventions publiques doit être conditionné à un plafond d'azote** (de synthèse et organique) qui correspond à ce que la plante va pouvoir valoriser, ce plafond pourrait être proposé par l'INRAE.

La question de l'élevage est plus complexe et doit être regardée avec le recul qui permet de considérer les productions directes (méthane), mais aussi celles qui sont indirectes (déforestation pour importation de soja) ainsi que de l'aptitude des prairies à pouvoir stocker du carbone. Si notre consommation outrancière de viande doit impérativement diminuer, la question qui se pose est celle de savoir quelle est la viande qu'il faut ne plus manger. Dans certaines régions, les agriculteurs abandonnent l'élevage et les prairies sont labourées, cela produit 18 Mteq/an de gaz à effet de serre sur une production totale attribuée à la France de 445 MteqCO₂. Ces prairies labourées sont souvent des parcelles en pente et chaque pluie un peu soutenue emmène définitivement une partie de leur fertilité. Le seul élevage qui se fait sans concurrence avec l'alimentation humaine est celui des animaux qui pâturent de l'herbe. D'après l'INRAE, une bonne partie du méthane que génèrent les ruminants est compensée par la prairie. De plus, le méthane, bien qu'il soit 30 fois plus gaz à effet de serre que le CO₂, a une durée de vie inférieure à 10 ans. Voilà pourquoi la **Coalition Climat pense que la viande, dont il faut drastiquement réduire la consommation et la production, est la viande produite à partir du soja**, c'est entre 5 et 6 millions de tonnes de soja qui sont importées chaque année en provenance d'Amérique du Sud et principalement du Brésil, pays dans lesquels les OGM sont largement répandus. Ces importations encouragent la déforestation qui génère 20-25 % des gaz à effet de serre de la planète. La Coalition Climat propose que seuls les agriculteurs qui n'utilisent pas de soja importé soient éligibles aux subventions publiques.

Cette condition impose évidemment des règles commerciales entre les pays de façon à ce que le producteur français ne soit pas concurrencé par un poulet soja brésilien. **Les importations ne peuvent pas se soustraire aux règles que nous nous imposons**, la survie d'une agriculture française respectueuse de l'environnement en dépend. Les accords de libre échange ne sont pas compatibles avec une réglementation contraignante pour nos agriculteurs.

L'agriculture doit renouer avec l'arbre en particulier dans les régions de plaine. L'arbre peut stocker du carbone de façon efficace, il peut aussi dans la limite de sa croissance fournir de l'énergie pour chauffer les maisons, il a un rôle incontestable contre l'érosion, il est un refuge pour la biodiversité, que ce soit pour le vent, la température ou l'eau, il a un rôle régulateur pour le climat. Il pourrait enfin embellir ces régions de grandes cultures intensives.

L'INRAE, notamment son site de Montpellier, a fait la démonstration que 100 ha conduits en Agroforesterie (conduite sur une même parcelle de céréales et d'arbres) produisaient autant que 134 ha de cultures et de forêts conduits séparément. La Coalition Climat estime qu'il ne peut plus y avoir de subventions sans condition : celle de l'engagement de planter autour (ou dans) des parcelles labourées devrait être l'une de ces conditions. La surface maximale au-delà de laquelle une parcelle ne serait plus éligible doit être déterminée à partir des travaux de l'INRAE.

La Coalition Climat estime qu'une agriculture diversifiée avec de nombreux paysans peut permettre une agriculture plus respectueuse pour le climat que l'agriculture industrielle. Elle estime que la répartition des aides devrait donc se faire en fonction de l'impératif qu'il y a à freiner les agrandissements et son corollaire qui est la disparition des agriculteurs. **La Coalition Climat pense que les aides ne peuvent plus être une rente attachée sans conditions à la terre, la Coalition Climat propose que le nombre de travailleurs soit pris en compte.** Cela permettrait en outre une certaine équité dont le monde agricole semble particulièrement dépourvu, les inégalités de revenu de cette profession sont sûrement parmi les plus fortes. Pour la Coalition Climat ces subventions publiques doivent être dégressives et réellement plafonnées. Un plafond qui pourrait être d'une centaine d'hectares par actif et dont les derniers hectares n'auraient que le quart des 10 premiers.

La société civile dont la Coalition Climat se réclame a son mot à dire sur la fiscalité et les subventions qu'elle permet. La PAC dont on voit aujourd'hui les dérives doit effectivement être réformée, mais surtout repensée en profondeur pour relever les défis climatiques, environnementaux et sociaux.

Signataires : Alternatiba Rouen, Les Ami-e-s de la Confédération paysanne de Haute-Normandie, Artisans du Monde, ATTAC Rouen, Bouillons Terres d'avenir, CCFD - Terre Solidaire, Citoyens pour le climat Rouen, Collectif transports gratuits, Confédération Paysanne, Droit des Femmes, Effet de Serre Toi-Même !, États Généraux Migrants (E.G.M.), Éveil Citoyen, Extinction Rébellion Rouen, Fédération Syndicale Unitaire (F.S.U.), France Nature Environnement (F.N.E.), Greenpeace Rouen, Ligue des Droits de l'Homme (L.D.H.), Ligue pour la protection des oiseaux (L.P.O.), Mouvement pour une Alternative Non-violente Normandie (M.A.N.), Non à l'A133-A134, Résistance à l'Agression Publicitaire (R.A.P.), Système d'Échange Local (S.E.L.), Solidaires 76, Stop EPR, Syndicat National de l'environnement (SNE-FSU), Terre de liens, Youth For Climate Rouen.